

25 décembre 1954

Le malaise de la politique occidentale s'est accentué dans l'opinion. tandis que les réunions des ministres ont montré, en apparence tout au moins, une certaine unité de vues, ce qui prouve, que les aspirations des peuples n'ont pas été comblées. Malaise à Paris où les accords de Paris et de Londres ne satisfont à peu près personne, ni les Cédistes pour qui ces traités ne sont qu'un pis aller, qui présente plus d'inconvénients que d'avantages en comparaison des anciens projets de Bonn et de Paris, ni les neutralistes que le resserrement des liens franco-américains et le réarmement allemand irritent, ni les nationalistes particulièrement dressés contre notre politique en Afrique du Nord. On s'attend à un vote de résignation pour ne pas revenir à la confusion.

De même à Bonn où la position du chancelier Adenauer continue de s'affaiblir et les relations franco-allemandes à s'envenimer à cause de l'accord sarrois que l'on semble s'efforcer de part et d'autre du Rhin de rendre plus difficilement acceptable. Aucun des buts que l'on s'était proposé n'est atteint parce que l'équivoque que nous avons signalée n'a pas été dissipée. Ce qui eût été cependant facile.

Pourquoi a-t-on renoncé à une mise en demeure à Moscou ?

Sous prétexte d'entretenir avec les Soviétiques une négociation parallèle on n'a pas réussi à mettre Molotov au pied du mur. Puisque l'opinion tant allemande que française le souhaitait, il n'était pas besoin d'intrigues compliquées pour demander à l'U.R.S.S. si elle était disposée à accepter avant les débats sur les accords de Paris, l'indépendance totale de l'Autriche et de l'Allemagne après les élections libres sous contrôle international et cela sans ambiguïté ni délai. Près de trois mois se sont passés entre la signature des accords et leur ratification, il n'en fallait pas tant pour obtenir soit un oui, soit un non, soit encore une dérobade qui équivalait à un refus. Le dilemme posé en termes clairs, on aurait enlevé aux Allemands, qui semblent en avoir encore, toute illusion sur les intentions soviétiques et du même coup à l'opinion française tout espoir d'autre issue que le pacte atlantique étendue à l'Allemagne.

Le drame, c'est que les accords vont être ratifiés sans que l'essentiel ait été démontré : qu'il n'y a pas de solution possible en accord avec l'U.R.S.S. Les Allemands demeureront persuadés que les traités qui lient leur pays à l'Occident empêchent la réunification et les Français qu'on n'a pas fait le nécessaire pour s'expliquer avec la Russie.

C'était l'occasion ou jamais pour un Président du Conseil qui aime les solutions et les rendez-vous à date fixe, de mettre sous forme d'ultimatum les Soviétiques en demeure de choisir. Au contraire, l'équivoque a été entretenue à tel point que la veille du scrutin de confiance sur l'Indochine beaucoup se sont demandé si M. Mendès-France ne cherchait pas à être renversé pour éviter de soutenir la ratification des accords de Londres et de Paris. En toute bonne foi la chose semblait plausible après le précédent également équivoque du vote sur la C.E.D. Il faut dire aussi que ni Churchill ni Eisenhower ni leurs ministres n'ont pas fait un geste pour obliger la politique française à se définir clairement. Ils ont agi comme si leur importait seule la ratification des traités dans n'importe quelles conditions. Cela acquis en verrait bien.

La question sarroise.

On verra surtout le malaise franco-allemand s'alourdir quand il faudra avec ou sans le concours de Londres et de Paris, préciser les modalités pratiques de l'accord sarrois dont les principes seuls ont été fixés. Et même au cas où l'on parviendrait à s'entendre, un accord conclu dans ces conditions sera constamment l'objet de tentatives directes ou indirectes de révision. On a en effet défini le statut de la Sarre comme si l'Europe était sinon faite, du moins en train de se faire, alors que pour les autres modalités des accords on s'en tenait au principe d'une coalition d'états souverains.

La politique en Indochine.

Equivoque aussi la politique indochinoise. Les conventions plus ou moins claires conclues entre M. Sainteny et Ho Chi Minh ne sont manifestement qu'un piège destiné à déconsidérer la politique française en Asie du Sud-Est. Si Ho Chi Minh célèbre à Hanoi l'amitié franco-vietminh c'est pour montrer aux Vietnamiens du Sud que la France ne cherche qu'à conserver des positions en Asie à leurs dépens si besoin est. Ho Chi Minh a besoin des techniciens français juste le temps nécessaire pour pouvoir les remplacer et éviter que les populations ne sentent du jour au lendemain l'effondrement de la situation économique résultant du départ des Français. Avant deux ans, les accords seront annulés sans formes et nos intérêts subiront le sort de ceux que les Anglais et nous-mêmes avions naguère à Shanghai et ailleurs, mais alors le plébiscite sera fait au Sud-Vietnam, s'il ne l'est virtuellement déjà.

La façon dont les communistes russes, chinois et vietminh ont manœuvré à Genève a été, comme nous l'avons vu, fort habile. En choisissant notre capitulation à terme au lieu de vaincre dans l'immédiat, ils ont neutralisé toute velléité de résistance tant du côté français qu'américain et ils ont évité le chaos économique qui aurait suivi en Indochine une opération brutale. Ni le pacte de Manille, ni la politique — si politique il y a — conjointe et semble-t-il accordée des Français et des Américains, n'éviteront l'éviction totale des Européens de cette partie de l'Asie. Disons pour être équitable, que la responsabilité sera largement partagée entre Français, Anglais et Américains. Que fallait-il faire dira-t-on. C'est d'ailleurs ce que l'on fait à l'assemblée nationale en des querelles sans grandeur. Les Occidentaux refusant de poursuivre la guerre, on ne pouvait aboutir à autre chose que ce qui est, à quelques détails près. Les communistes ont exécuté leur plan, ils le poursuivent et sans recours à la force rien n'y peut faire obstacle. Les querelles rétrospectives n'ont pas grand sens.

Les deux ordres.

Un écrivain allemand qui vient de parcourir l'Europe disait récemment qu'à son avis, sous la rivalité des Deux Mondes c'était encore le conflit entre l'Eglise chrétienne et ses ennemis qui se perpétuait. Et de le montrer en Allemagne, en Italie et même en France et par delà le rideau de fer. Par la résistance symbolisée surtout par le sentiment religieux contre la persécution bolchevique beaucoup plus que par la force des sentiments purement nationaux. Ceci est à la fois une évidence et aussi un paradoxe si l'on tient compte du fait qu'il s'agit plus d'organisation sociale et politique que d'ordre spirituel. Et cependant si l'on réexamine à la lumière de cette idée, toutes les oppositions et les passions qui se sont déchainées en Europe sur des questions qui n'appelaient guère de controverse pratiques (c'est bien le cas chez nous en ce moment, en Italie et en Bavière pour ne citer que les luttes du jour), on se demande si les conflits humains ne sont pas toujours et avant tout nourris de cette opposition millénaire entre un ordre d'essence supra-terrestre et une conception purement matérielle et bornée de l'existence humaine.

CRITON.